

La théorie de l'offre au cœur de la politique économique libérale : fondements théoriques et résultats

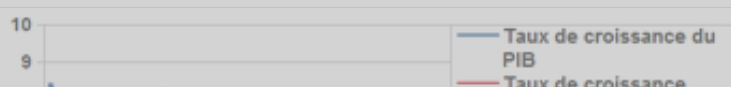
Introduction

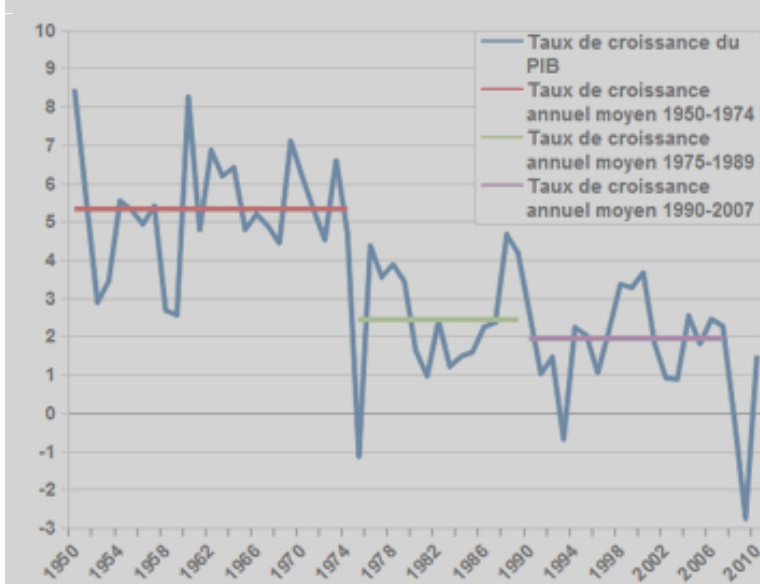
La théorie de l'offre est ce qui guide à l'heure actuelle la plupart des politiques libérales dans le monde, et plus particulièrement dans l'Union européenne. Cette théorie dont les origines remontent à Jean-Baptiste Say en France, c'est-à-dire à la fin du XVIIIème siècle et avant les crises qui ont suivi la fin des guerres napoléoniennes. Elle suppose que la dynamique de la croissance dépend de la baisse continue des coûts de production. Elle a été critiquée en 1814 par Sismondi et en 1815 par Malthus pour son incapacité à régler les crises de surproduction : l'idée générale étant qu'une crise de la demande ne pourrait être sérieusement réglée par une relance de l'offre.

Cette théorie de l'offre a ensuite fait faillite complètement au moment de la crise des années trente, que ce soit en Allemagne avec la politique du chancelier Brüning, ou que ce soit aux Etats-Unis où l'élection de Roosevelt et la mise en œuvre du New Deal permirent aux Américains de sortir clairement de la dépression. Dans les années trente, c'est la théorie keynésienne qui expliqua pourquoi la théorie de l'offre était fautive, mais aussi pourquoi les politiques macro-économiques qui s'inspiraient de ses principes ne faisaient que la prolonger.

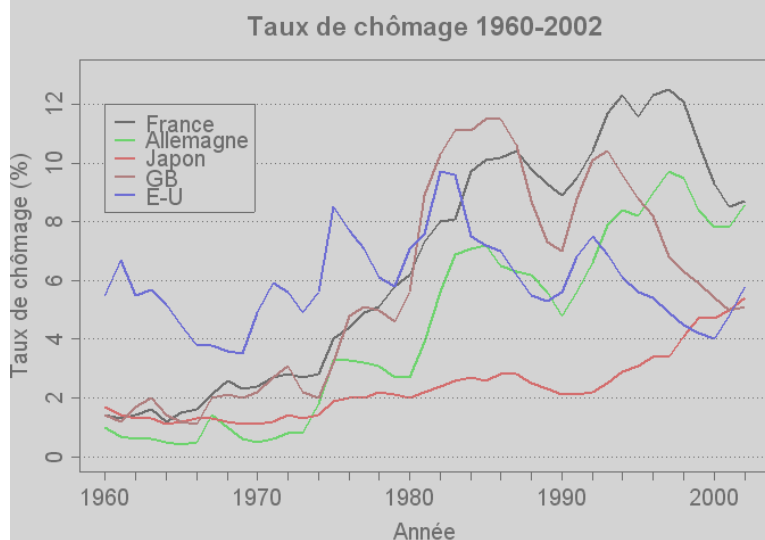
Après la Seconde Guerre mondiale, cette théorie avait disparu. On considérait qu'elle était obsolète, fautive dans ses fondements, et démentie par la simple observation des faits. Elle était seulement défendue par les libéraux de l'Ecole de Chicago, les disciples de Friedman. Elle est réapparue progressivement vers le milieu des années soixante-dix, consécutivement à la crise pétrolière qui avait vu l'envolée du prix du baril, et donc qui avait engendré de l'inflation, sans que pour autant la croissance soit là.

C'est à partir de ce moment-là qu'on s'est tourné vers la théorie de l'offre comme explication à la stagnation, mais aussi qu'on en a déduit la nécessité de libérer les entraves du marché. Le motif était répété depuis 1974 sous la forme du théorème de Schmitt – du nom de l'ancien Chancelier allemand – selon lequel, *les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain*. Ce slogan qui résume bien les principes de cette politique est répété à tout propos depuis trente ans, et il semble bien au contraire que ce soit son application pratique qui ait engendré les crises à répétition qu'on connaît depuis 1998, et qui en même temps ait enrayé la croissance et propulsé le chômage à des niveaux très élevés.





Les politiques libérales prétendent permettre le taux de croissance le plus élevé et le chômage le plus faible, et quand cela ne fonctionne pas vraiment, alors on avance que ces politiques n'ont pas été assez approfondies. Notez que cette théorie justifie aussi les traités de libre-échange, ceux du type CETA ou TAFTA, mais aussi les traités européens. Comme le graphique ci-dessus le montre, les politiques libérales ont en France, mais aussi dans l'ensemble des pays développés, la croissance a tendance à diminuer depuis le milieu des années soixante-dix, et le chômage s'envole et reste structurellement élevé.



Fondements théoriques de la théorie de l'offre

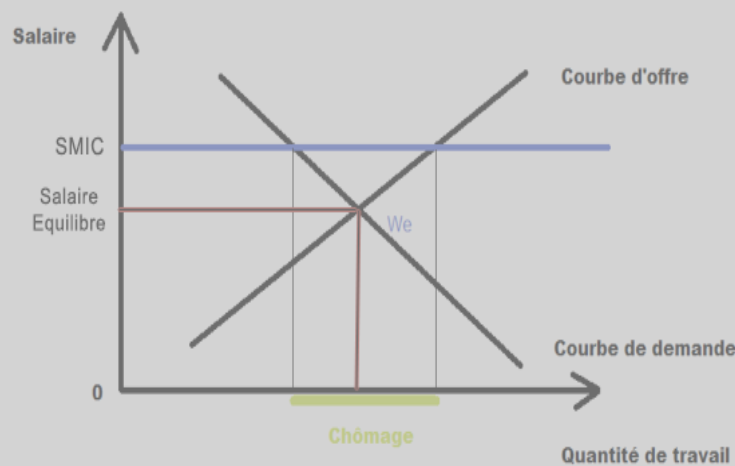
Elle s'oppose dans son principe à la théorie de la demande qui stipule que l'offre n'est pas indépendante de la demande, mais qu'au contraire, elle est contrainte par elle, autrement dit s'il n'y a pas de demande solvable, les entrepreneurs qui sont rationnels, n'investissent pas, ils restent l'arme au pied, quel que soit le niveau de leur profit. La théorie de l'offre, connue également sous le nom de loi de Say, ou loi de Walras, stipule que les revenus qui sont distribués par l'acte de production – les salaires, l'achat des matières premières – suffisent à supporter la demande future qui n'a pas besoin d'être stimulée de façon externe. *La production crée ses propres débouchés.* Elle a été explicitement énoncée par Jean-Baptiste Say en 1803, mais elle est implicite déjà chez Adam Smith en 1776.

Il en résulte que tout ce qui permet d'abaisser les coûts de

Expérimentalement énoncée par Jean-Baptiste Say en 1803, mais elle est implicite déjà chez Adam Smith en 1776.

Il en résulte que tout ce qui permet d'abaisser les coûts de production engendre une baisse des prix qui à son tour accroît la consommation et la taille des marchés. La concurrence est le principe qui accélère cette baisse des coûts de production, et donc l'accroissement des quantités produites.

La théorie de l'offre est parfaitement adéquate avec la théorie de l'équilibre : quand le marché est libre, alors les quantités demandées et les quantités offertes sont égales et un prix se forme qui est le prix d'équilibre.



Prenons l'exemple du marché du travail. Les libéraux considèrent que si l'Etat fixe un salaire minimum par exemple et que celui-ci se trouve au-dessus de l'équilibre, il va engendrer du chômage. Pour eux les travailleurs vont offrir leur travail en plus grande quantité tandis que les entreprises à ce tarif trop élevé restreindront les quantités demandées. Il est intéressant de comprendre comment les économistes libéraux raisonnent : la preuve que le salaire est trop élevé par rapport à la productivité marginale du travail, c'est qu'il y a du chômage.

Evidemment comme les théoriciens classiques n'étaient pas complètement fous, ils se rendaient bien compte qu'il pouvait y avoir des crises. Mais pour eux ces crises étaient accidentelles absolument pas provoquées par le fonctionnement du marché. Donc pour eux la crise peut venir de trop de rigidités sur les marchés, trop de réglementations, ou encore trop d'impôts. En effet les impôts augmentent les prix, les prix pénalisent les consommateurs et donc entravent la croissance. et donc tout naturellement lorsque des crises violentes se présentent, ils avancent qu'il faut encore plus déréglementer.

Par ailleurs, ils nient la possibilité d'une offre excédentaire. Pour eux les faillites d'entreprises sont la respiration naturelle du système. Les entreprises qui disparaissent sont celles qui sont en surnombres, qui ne sont pas efficaces, ou qui sont obsolètes. La crise est donc une purge qui va permettre de réorienter les facteurs de productions vers des biens et services plus performants et plus en adéquation avec la demande des consommateurs. On parle alors de *destruction créatrice* ou de *réallocation des facteurs de production*. L'Etat ne doit pas s'en occuper. S'il intervient pour sauver des entreprises en faillites, il amène la croissance sur un sentier inférieur. De même il ne doit pas distribuer des allocations chômage parce que cela incite les chômeurs à ne pas saisir l'opportunité de travaux moins bien rémunérés qui correspondraient mieux à leur *productivité marginale*. En aidant les chômeurs, on favorise le chômage et l'oisiveté.

Pour les théoriciens de l'offre, la concurrence est le moteur de la

marginale. En aidant les chômeurs, on favorise le chômage et l'oisiveté.

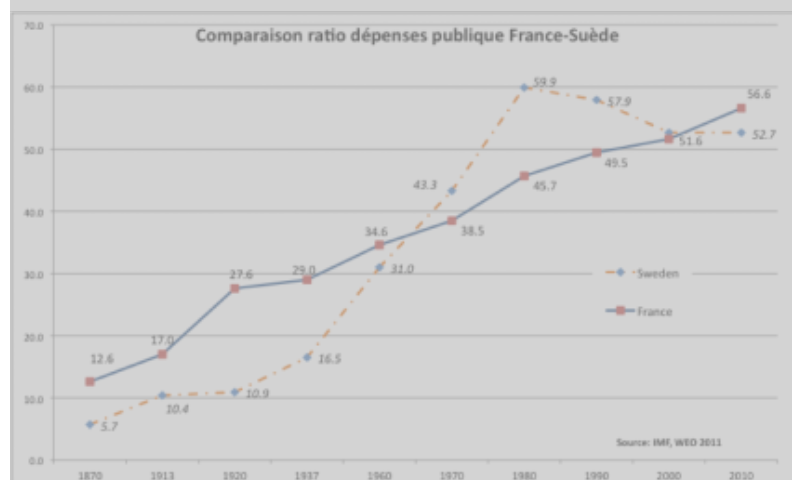
Pour les théoriciens de l'offre, la concurrence est le moteur de la croissance. Et donc il est bon d'élargir toujours les marchés. Les traités de libre-échange mettent les entreprises en concurrence sur des échelles géographiques plus larges. La concurrence entraîne une baisse des prix, seules les entreprises performantes vont rester debout, les autres doivent se recycler ailleurs. Cette analyse repose pourtant sur une hypothèse très hasardeuse puisqu'elle considère non seulement que les facteurs de production – le capital et le travail – peuvent se remobiliser sans déperdition sur des nouvelles opportunités, mais également que le renouvellement des produits de consommation est sans fin.

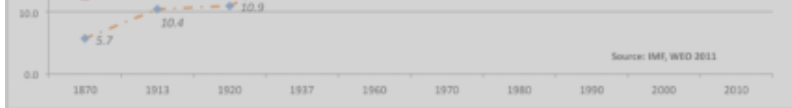
Critiques théoriques

Ce schéma de réflexion a été vivement critiqué dès le début du XIX^{ème} siècle. L'ensemble des critiques sont regroupées sous la dénomination d'approche hétérodoxe. La première salve de critiques porte sur la confusion entre niveau micro et macro-économique. En effet, la baisse des coûts, notamment des salaires, est une bonne chose pour une entreprise prise isolément puisque cela augmente les profits. Mais si toutes les entreprises se lancent dans la déflation salariale, non seulement les positions sur le marché restent les mêmes, mais cela va finir par créer un défaut de demande. C'est déjà ce que disent Malthus et Sismondi. Des baisses de salaires plombent la demande et l'activité. C'est la critique la plus simple à faire et c'est celle que reprendra d'ailleurs Keynes et qui fondera sa *Théorie générale*.

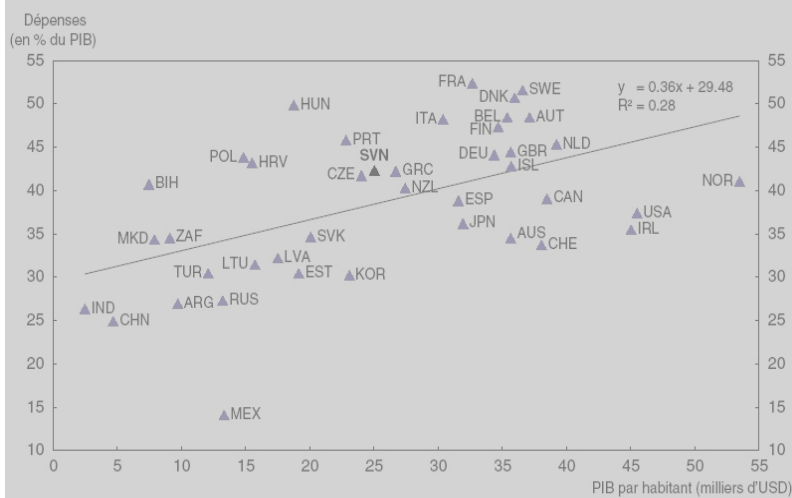
La seconde critique émane de Marx lui-même. Dans les *Grundrisse*, il considère que la concurrence n'est pas le fondement du mode de production capitaliste, mais au contraire que la concurrence est la conséquence du processus d'accumulation. C'est parce que le capital a besoin de profit pour continuer son existence que ces profits doivent être réinvestis, mais ce faisant ils se heurtent à d'autres capitalistes et luttent pour maintenir leur place sur le marché. C'est ce qui entraîne des déséquilibres et des crises récurrentes.

Une critique plus complexe est apparue avec la prise en compte *des effets externes*. En effet, au moins depuis Adolph Wagner on considère que les investissements de l'Etat ne sont pas seulement des faux frais de la production comme le montrait Marx, mais également des nécessités pour poursuivre l'expansion. Deux remarques sur ce point, d'abord depuis au moins la fin du XVIII^{ème} siècle le ratio dépenses publiques sur PIB ne cesse de croître. Alors même que Smith prédisait que la croissance baisserait si les dépenses étatiques augmentaient, en 1776, c'est exactement le contraire qui s'est passé.





On remarque également qu'il y a une relation positive entre niveau de richesse et dépenses étatiques. C'est ce qu'on voit clairement dans le graphique suivant qui s'appuie sur des données de 2006 ou 2007 : plus le pourcentage des dépenses publiques est élevé dans le PIB, et plus celui-ci est élevé. Les théoriciens de l'offre font comme si le marché pouvait exister sans l'Etat, et que celui-ci ne se serait développé qu'après, comme une sorte de parasite. C'est évidemment faux : le développement de l'Etat est aussi la condition du développement du marché. L'ensemble des services étatiques structure le marché et le protège. Du reste les pays qui ne possèdent pas d'Etat développés sont des pays extrêmement pauvres dans lesquels même les droits de propriété ne sont pas respectés. Il y a donc une relation positive entre dépenses étatiques et croissance.



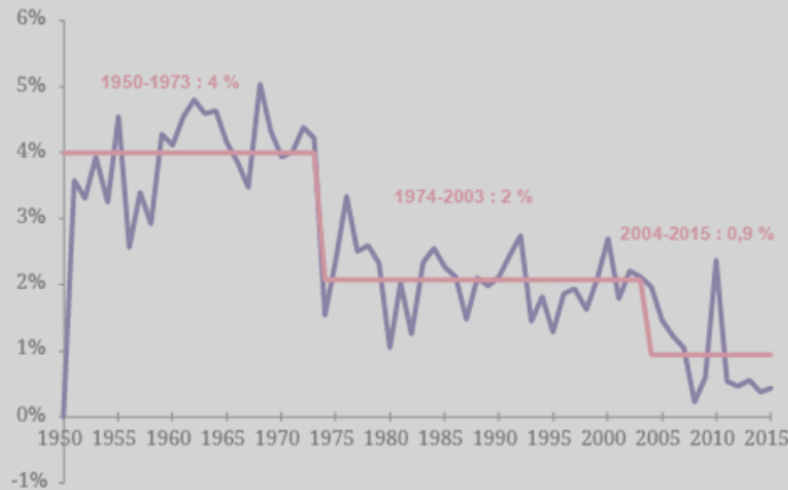
La raison est assez simple : les dépenses étatiques et les dépenses de sécurité sociale sont nécessaires pour soutenir la croissance car elles améliorent indirectement la productivité du travail. Ce sont les dépenses d'éducation, les dépenses de santé, ou les dépenses d'entretien des infrastructures qui sont en quelque sorte collectivisées et qui produisent des effets externes sur la production et les revenus. Wagner soulignait cependant que les investissements étatiques avaient des rendements marginaux rapidement décroissants, c'est ce qui explique que les dépenses étatiques doivent croître plus vite que le PIB, sinon c'est la croissance économique qui ralentit.

On suppose donc que ce sont les personnes qui ont le plus haut revenu qui profitent le plus des effets externes positifs des dépenses étatiques. Ou encore que les entreprises profitent d'autant plus de ces investissements étatiques qu'elles ont un chiffre d'affaire important. Cela justifie la progressivité des taux d'imposition.

On remarque que depuis le milieu des années soixante-dix, la productivité du travail est en chute libre, c'est-à-dire à partir du moment où on a commencé à mettre en place des politiques d'austérité et que les dépenses étatiques ont commencé à reculer. Dans un ouvrage récent, Philippe Askenazy et Christine Erhel montrent que le recul de la productivité s'explique aussi bien par l'accroissement de la flexibilité du marché du travail, que par les désinvestissements publics en matière de capital humain (santé et éducation).

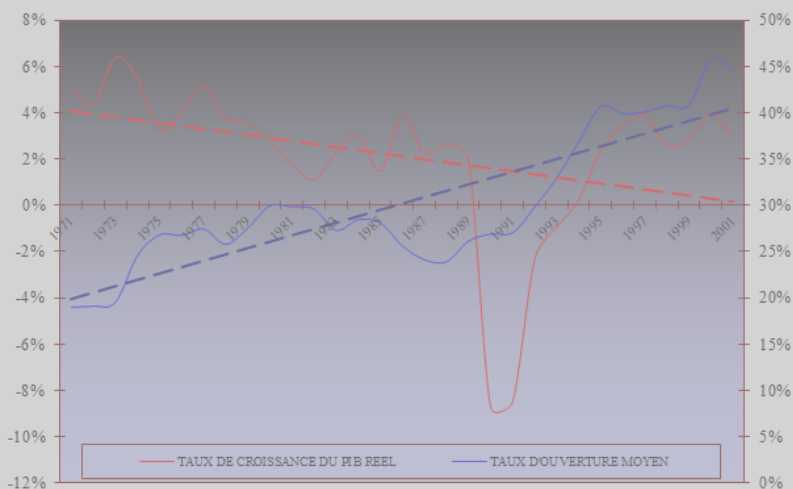
humain (santé et éducation).

PRODUCTIVITÉ HORAIRE DU TRAVAIL DANS LES ÉCONOMIES AVANCÉES



SOURCE : Total Economy Database, US Conference Board

Dans la période récente, disons depuis le milieu des années soixante-dix, cette théorie de l'offre s'est traduite par une intensification des échanges internationaux. L'idée est la suivante : les pays développés abandonnent les industries manufacturières aux pays moins riches où les salaires sont moins élevés. La conséquence devrait être que les prix à la consommation baissent et donc que les consommateurs sont gagnants, mais aussi que les pays en voie de développement décollent. Cette nouvelle division internationale du travail tirerait alors la croissance. Les pays développés se concentrant sur des activités plus haut de gamme à plus forte valeur ajoutée, ce qui résulterait de leur niveau plus élevé d'éducation. L'idée est que les échanges tirent la croissance. Malheureusement les faits montrent que cette mondialisation heureuse n'existe pas. La relation entre l'ouverture mesurée par le ratio des échanges (exportations + importations/2) sur le PIB et la croissance est négative ! que ce soit pour les pays développés ou pour les pays pauvres. C'est ce que nous voyons dans le graphique ci-dessous pour les pays développés.



Comment expliquer cela ? Essentiellement par deux facteurs :

- d'abord, parce que l'ouverture augmente nécessairement la concurrence, c'est son but. Elle lamine donc les positions des entreprises les moins performantes, et engendre une concentration du capital. En éliminant les entreprises les moins concurrentielles, elle détruit du capital et met au rebut le facteur travail en surnombre ;

concentration du capital. En éliminant les entreprises les moins concurrentielles, elle détruit du capital et met au rebut le facteur travail en surnombre ;

- mais l'ouverture en mettant en concurrence les travailleurs du monde entier fait baisser les salaires et accroît les inégalités de revenus.

Ces deux phénomènes laminent la demande solvable à l'échelle mondiale. Dans les pays développés cela se traduit par un déclassement des travailleurs, mais aussi par un chômage de masse.

Les politiques macroéconomiques compatibles avec la théorie de l'offre

C'est le programme de l'Union européenne. Ce sont les politiques qui sont définies dans le cadre des GOPE (Grandes Orientations de Politiques Economiques) et qui se trouvent dans le document intitulé *RECOMMANDATION DU CONSEIL concernant le programme national de réforme de la France pour 2017 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la France pour 2017* publié par la Commission Européenne le 22 mai 2017

RECOMMANDE que la France s'attache, au cours de la période 2017-2018, à :

1. se conformer à la recommandation du conseil du 10 mars 2015 au titre de la procédure concernant les déficits excessifs. Poursuivre ensuite une politique budgétaire conforme aux exigences du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance, qui se traduise par d'importants efforts budgétaires pour 2018. Lors de l'adoption de mesures, il convient de prendre en considération l'objectif d'une orientation budgétaire qui contribue aussi bien à conforter la reprise actuelle qu'à garantir la viabilité des finances publiques de la France. Réexaminer de manière exhaustive les postes de dépenses dans le but de réaliser des gains d'efficacité qui se traduisent par des réductions de dépenses ;

2. consolider les mesures de réduction du coût du travail afin d'optimiser leur efficacité de manière budgétairement neutre et d'accroître leurs effets sur l'emploi et l'investissement ; élargir l'assiette globale de l'impôt et poursuivre la mise en œuvre de la diminution prévue du taux nominal de l'impôt sur les sociétés ;

3. améliorer l'accès au marché du travail des demandeurs d'emploi, notamment les travailleurs les moins qualifiés et les personnes issues de l'immigration, y compris en revoyant le système d'enseignement et de formation professionnels ; veiller à ce que les évolutions du salaire minimum soient compatibles avec la création d'emplois et la compétitivité ;

4. poursuivre la réduction des charges réglementaires pesant sur les entreprises, y compris en poursuivant le programme de simplification ; continuer à lever les barrières à la concurrence dans le secteur des services, y compris dans les services aux entreprises et les professions réglementées ; simplifier les programmes de soutien public à l'innovation et en améliorer l'efficacité.

On reconnaît dans ces recommandations qui sont en réalité un peu plus que des recommandations, mais plutôt des directives, le programme de Macron

On reconnaît dans ces recommandations qui sont en réalité un peu plus que des recommandations, mais plutôt des directives, le programme de Macron.

L'ensemble des recommandations va dans le sens d'une restriction de la demande des ménages. L'idée générale est qu'en abaissant le coût du travail et de la protection sociale, et en baissant les impôts sur les plus riches et sur les entreprises, les profits vont augmenter et donc permettront d'investir plus largement. On suppose qu'en abaissant ses coûts de production, l'Europe va être dans une meilleure position pour conquérir des marchés. Il est assez facile de voir qu'il n'en est rien. Toutes les réformes qui ont été faites depuis plus de trente ans et qui ont été dans le même sens, dans le monde entier, n'ont pas réussi à renouer avec la croissance. Le nouveau président de la France va proposer dans l'année qui vient une 18^{ème} réforme du droit du travail, supposant que c'est cela qui guérira le mal français, et donc que nous n'avons pas été assez loin dans la déréglementation du marché du travail. Mais est-on bien sûr d'avoir correctement identifié le problème ?

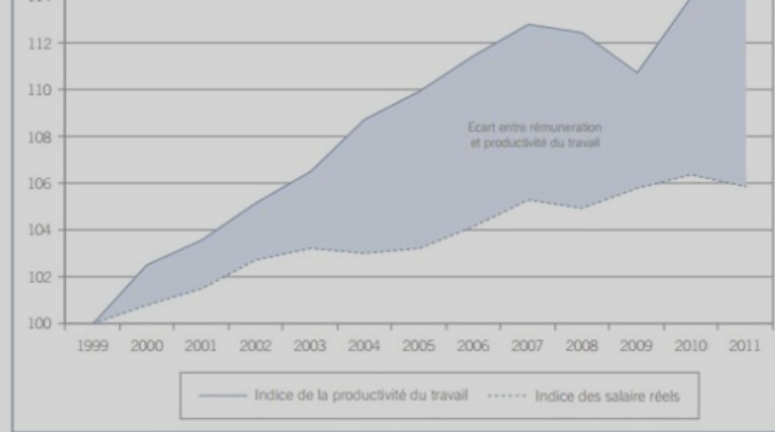
Identifier la crise de 2008

La crise de 2008 s'est manifestée comme une crise financière de première importance. Sa violence a failli emporté le système bancaire mondial qui n'a survécu que grâce à des injections de liquidités massives qui ont été garanties par les Etats qui se sont endettés d'ailleurs pour cela. Cette crise a entraîné non seulement la destruction de 50 000 milliards de \$ d'actifs financiers, mais également la fermeture d'un grand nombre d'entreprises, et une augmentation du chômage un peu partout dans le monde.

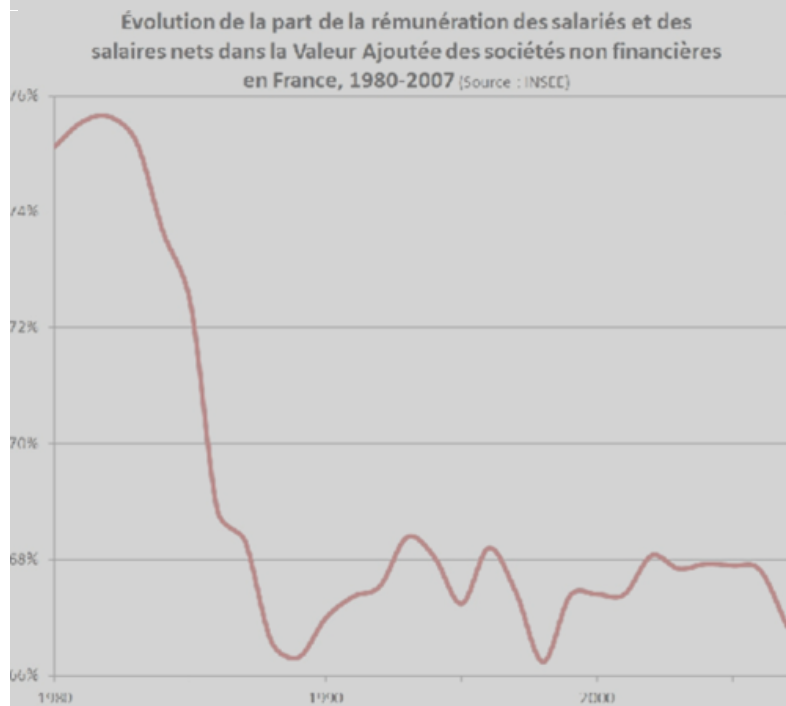
En réalité si cette crise majeure a bien été déclenchée par les extravagances du secteur financier, elle avait des fondements ailleurs. En effet, depuis des années, depuis le milieu des années soixante-dix, on constatait un écart de plus en plus important entre l'évolution de la productivité du travail et celle des salaires. Cela veut dire que les salaires étaient toujours en retard sur l'évolution de la productivité. La différence entre les deux alimentait les profits. Et donc les propriétaires du capital s'accaparaient la quasi-totalité des gains de productivité du travail. Mais évidemment ils n'investissaient pas assez, et préféraient se livrer aux joies de la spéculation. Autrement dit contrairement à ce que disait le « théorème de Schmitt », ce n'était plus les profits d'aujourd'hui qui faisaient les investissements de demain et les emplois d'après-demain, mais les profits d'aujourd'hui qui alimentaient la spéculation de demain et l'éclatement de la bulle d'après-demain ! On revenait en fait à ce qu'avait avancé à propos de la crise de 1930 Mariner Eccles, le patron de Réserve Fédérale : trop de profit tue le profit ! La conséquence est que la demande était toujours en retard sur l'offre : la part des salaires dans la valeur ajoutée avait radicalement baissé, en France comme partout dans le monde. Il devient clair que nous nous trouvons dans une crise de la demande dont nous ne sommes toujours pas sortis aujourd'hui, près de 10 ans après le début de la crise.

Tendances de la croissance des salaires moyens et de la productivité du travail dans les économies développées (indice: 1999 = 100)





Note: Comme les indices désignent une moyenne pondérée, les évolutions dans les trois plus grandes économies (États-Unis, Japon et Allemagne) ont une incidence particulière sur ce résultat. La productivité du travail est mesurée par la production par travailleur.
Sources: Base de données mondiale du BIT sur les salaires; BIT, Modèle économétrique des tendances, mars 2012.



Cette crise de la demande a été globalement compensée de deux manières :

- par une hausse de l'endettement des ménages, des entreprises et de l'État ;
- par une destruction massive du capital avec la multiplication des faillites dans le monde.

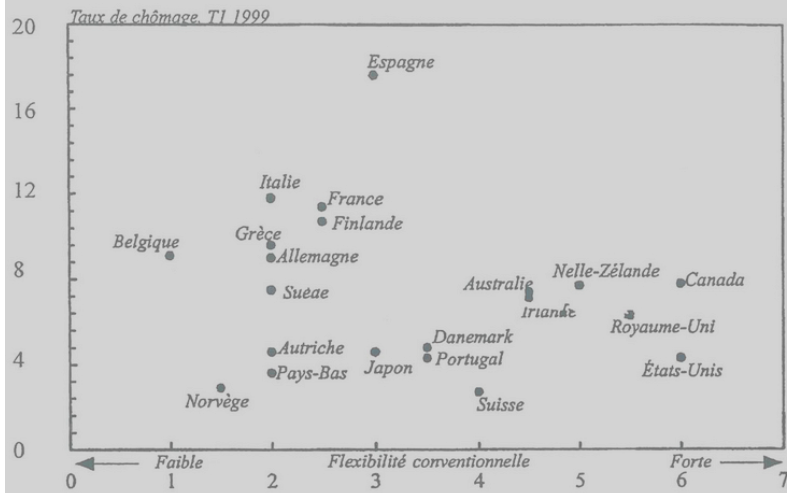
Relancer l'offre dans un contexte de crise de la demande est une très mauvaise idée qui ne peut conduire qu'à encore plus de récession.

Détruire le droit du travail, la protection sociale et faire baisser les pour relancer l'offre, ça ne marche pas pour lutter contre le chômage et retrouver un peu de croissance.

Macron qui reprend l'argumentaire concocté à Bruxelles, avance que c'est nécessaire : selon lui il vaut mieux avoir des travailleurs pauvres et ubérisés que des chômeurs et des travailleurs « trop » protégés. C'est un mensonge pour deux raisons. La première est qu'il n'y a aucun lien entre protection des travailleurs et chômage. Sinon, vous pensez bien, l'Espagne ou la Grèce qui ont détruit systématiquement leur protection sociale et le droit du travail, seraient au plein emploi. Or ces deux pays connaissent un chômage 2,5 fois plus élevé qu'en France.

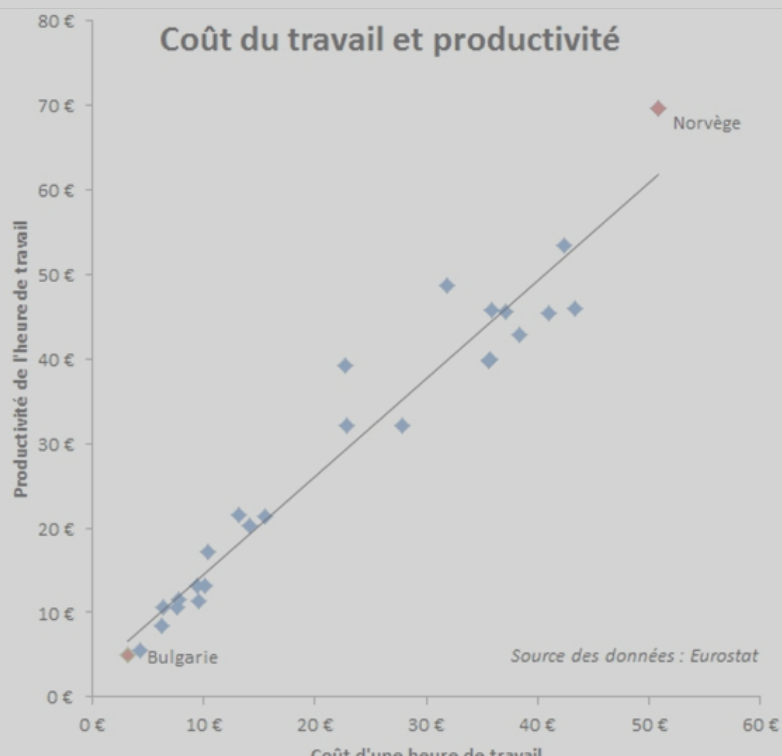
Regardons le graphique ci-dessous qui met en relation le taux de chômage et la flexibilité du marché du travail. La dispersion des points interdit d'y voir une relation positive ou négative d'ailleurs. En effet, les économistes savent depuis très longtemps qu'on n'a jamais pu exhiber une relation empirique entre flexibilité du marché du travail et chômage. Si la réforme

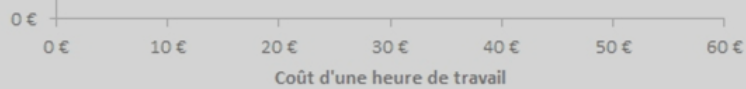
d'ailleurs. En effet, les économistes savent depuis très longtemps qu'on n'a jamais pu exhiber une relation empirique entre flexibilité du marché du travail et chômage. Si la réforme du droit du travail était nécessaire à la création d'emplois, alors il devrait y avoir – nonobstant les circonstances locales particulières – une relation fortement négative entre les deux variables.



Le but est de produire de la déflation salariale : diminuer les salaires (le coût du travail) taxer la consommation en augmentant la TVA et la CSG. Mais il n'y a pas la relation positive entre déflation salariale et l'augmentation de la compétitivité économique. En effet la réalité empirique montre que plus le salaire est bas et plus la productivité du travail est faible ! C'est ce que nous voyons dans le graphique suivant, produit pourtant par les statisticiens de l'Union européenne.

On peut dire les choses d'une manière triviale : plus les travailleurs sont bien payés et bien traités, protégés par des droits solides, et plus ils sont productifs. De nombreuses études émanant d'organismes internationaux le montrent. Cela signifie que sur le moyen terme, la déflation salariale va détruire peu à peu les potentialités d'une économie nationale. Non seulement la déflation salariale va faire baisser la demande, et donc entraîner une surproduction, mais en outre, elle entame la productivité globale des facteurs à moyen et long terme !





Conclusion

L'analyse empirique montre que la politique de l'offre ne peut jamais fonctionner comme une possibilité de sortie de crise. C'est une évidence. C'est d'ailleurs une des raisons qui font que le FMI a commencé à parler de sortir du libéralisme. C'est une manière de reconnaître que les politiques de l'offre ne sont pas bonnes pour l'emploi et pour la croissance. Mais il y a sans doute plus grave encore. C'est qu'en effet, nous nous rendons bien compte que notre modèle de production et de consommation est à bout de souffle, et que de le relancer en permanence est une fuite en avant qui ne règle aucun problème. Or justement la déréglementation des marchés favorise l'immobilisme, et plus encore les techniques de production les plus rétrogrades : en visant de produire au plus bas coût pour conquérir des marchés, on détruit non seulement la santé des consommateurs, mais aussi l'environnement. L'exemple de l'agriculture industrielle en Europe est très significatif. On a choisi de produire de la quantité au détriment de la qualité, et les excédents agricoles menacent des pays comme la France ou l'Italie de voir disparaître leur agriculture. Or la nécessité de repenser la consommation fait apparaître en quelque sorte des nouveaux besoins, soit une nouvelle demande. C'est un peu déjà ce que disait Malthus dans ses *Principes d'économie politique au point de vue de leur application pratique* en 1820 : selon lui il fallait faire baisser le temps de travail, orienter les consommations vers plus de temps libre, financer plus largement la santé et l'éducation. C'est cette optique qui doit être revisitée aujourd'hui. Le premier principe d'une politique économique nouvelle est d'abord d'abandonner la politique de l'offre et la concurrence à outrance entre les différents pays.